

Banques participatives

Le point sur l'activité une année plus tard

- La Banque centrale fait état d'une production de financements s'élevant à 2,2 milliards de DH à fin juin 2018.
- L'émission du premier Sukuk souverain et l'assurance Takaful tardent toujours.

Voilà déjà plus d'une année que l'activité bancaire, sous sa forme participative, est à l'épreuve du marché au Maroc. Les clients désireux de financer un projet d'acquisition (immobilier, automobile...) ont désormais le choix entre un financement conventionnel et un autre participatif. Malgré l'absence de l'assurance Takaful, élément nécessaire au développement de la finance participative, les banques accueillent les clients et octroient d'ores et déjà les premiers financements «halal». Le bilan d'étape dressé par Bank Al-Maghrib, à fin juin 2018, est plutôt satisfaisant. Ainsi, au niveau du réseau, BAM recense 82 agences opérationnelles sur tout le Royaume. En face, la Banque centrale fait état d'une production de financements s'élevant à 2,2 milliards de DH, à travers trois produits : Mourabaha immobilière, Mourabaha auto et Mourabaha équipement. «Les gens s'intéressent de plus en plus à la Mourabaha immobilière et même à la Mourabaha automobile», avait d'ailleurs affirmé le wali, lors du point-pressé post-Conseil monétaire du deuxième trimestre. Toujours à fin juin, 43.000 comptes ont été ouverts, tandis que les dépôts de la clientèle



Les banques participatives peuvent perdre en compétitivité si la collecte gratuite ne se développe pas rapidement.

totalisent 1,1 milliard de DH.

Les banques manquent déjà de ressources

Malgré cette embellie apparente et ces chiffres plutôt rassurants, les banques sont confrontées à un tarissement des ressources, ne parvenant pas à suivre le développement relativement rapide de l'activité. Les observateurs les plus avertis l'ont constaté à l'occasion des publications annuelles de ces banques, où les ressources clientèle sont ressorties limitées, alors que les banques font face à une forte demande de financements, freinant ainsi leur capacité de transformation.

A la demande de financement de la clientèle, s'ajoutent les investissements de départ relativement lourds. Certains établissements se sont dotés de sièges sociaux et doivent tous investir dans le réseau et les systèmes d'information. Tout cela se finance par fonds propres. Les professionnels ne s'en cachent pas d'ailleurs. Mohamed Maârouf, Directeur général de BTI Bank, estime que ces banques peuvent financer le double de leurs dépôts. Mais, pour cela, les instruments de refinancement sont nécessaires. Même son de cloche de la part de Youssef Baghdadi, DG de Bank Assafa, qui soulève un risque de dépôts qui peut

L'arrêté approuvant la circulaire relative à l'assurance Takaful est déjà finalisé.

peser sur la compétitivité des banques participatives. Pour lui, ces établissements peuvent perdre en compétitivité si la collecte gratuite ne se développe pas rapidement, surtout que les banques conventionnelles ont appris à maîtriser le coût de leurs ressources.

Le Takaful et les Sukuks se font encore attendre

Au-delà de ce problème de ressources, plusieurs chaînons manquent encore à l'écosystème participatif. La mise en place de financements participatifs, notamment Mourabaha

et Ijara, suppose la disponibilité de produits d'assurances conformes à la Sharia. A ce jour, aucun produit de ce genre n'existe sur le marché. Même les entreprises d'assurances ne sont pas encore agréées pour commercialiser le produit Takaful.

L'arrêté approuvant la circulaire relative à l'assurance Takaful est déjà finalisé; les textes d'application, eux, sont en cours de finalisation, comme l'a annoncé Jouahri il y a quelques mois. «Le Takaful est à sa phase finale, qui est de modifier certaines dispositions du code des assurances». Et d'ajouter, «nous vous assurons que les Ouléma, nous les faisons travailler le samedi et le dimanche pour accélérer les choses».

En outre, les banques participatives auront besoin également d'un marché des capitaux participatifs pour financer leur activité et leur liquidité. Ce chantier suscite beaucoup d'inquiétudes parce qu'il n'avance pas au rythme souhaité. L'opération d'émission d'un Sukuk souverain, initialement annoncée pour la fin du premier semestre 2017, puis repoussée au mois de juillet 2018, n'a finalement pas eu lieu.

La prochaine étape est donc d'attendre sagement que le Conseil supérieur des Ouléma (CSO) valide les textes. L'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) estime qu'un travail de pédagogie est nécessaire pour familiariser les parties prenantes avec les contraintes du marché des capitaux. Des professionnels pensent que décembre 2018 serait un scénario «optimiste». ■

Par Y. Seddik

Du nouveau pour les entreprises

Bank Al-Maghrib a adopté au mois de juillet un projet de circulaire complémentaire au produit de financement participatif qui introduit les règles régissant les financements de type Istisnaa. La Banque a précisé que le produit Istisnaa va permettre de répondre aux besoins de financement des entreprises, notamment celles de promotion immobilière et les industrielles. La circulaire en question va être soumise à l'avis du Conseil supérieur des Ouléma.

Banques/Résultats trimestriels

Les premières copies estampillées IFRS 9

● Attijariwafa bank, BCP, BMCI et CIH Bank ont amélioré leurs indicateurs d'activité au titre du premier trimestre 2018. Elles ont également chiffré les impacts de la première application de la norme IFRS 9, appelée communément First Time Application. Détails.

Attijariwafa bank : Impact modéré de l'IFRS 9

Porté par l'ensemble des lignes métiers, le produit net bancaire (PNB) d'Attijariwafa bank a marqué une progression de 6% à 5,6 milliards de DH à mars 2018. Son résultat net consolidé ressort à 1,7 milliard de DH, en accroissement de 5,1%,

par rapport à mars 2017, alors que son RNPG s'est amélioré de 2,1% à 1,34 milliard de DH.

En social, la banque a également amélioré ses indicateurs financiers. Le PNB a augmenté de 4,70% à 1,14 milliard de DH et le bénéfice net a pris 5,68% à 1,38 milliard de DH,

comparativement à fin mars 2017. Signalons qu'à profil de risque constant, Attijariwafa bank a renforcé ses provisions de 4,6 milliards de DH au titre de la nouvelle application de la norme IFRS9, tout en supportant un «impact modéré» sur ses ratios de solvabilité au 31 décembre 2018 (-0,24 point pour le ratio consolidé



et aucun impact sur le ratio sur base individuelle). ■

BMCI réduit encore son coût du risque

La filiale du Groupe BNP Paribas affiche au 31 mars 2018 un RNPG de 154 MDH, en progression de 1,5%. Elle a réalisé un PNB consolidé de 772 MDH à fin mars 2018, en hausse de 1,2% par rapport à mars 2017, essentiellement du fait de la hausse de la marge sur commissions consolidée de (+1,8%), de la hausse du résultat des opérations de marché (+23,4%), avec une légère baisse de la marge d'intérêt consolidée (-0,3%).



Parallèlement, le coût du risque consolidé est en baisse de 12,8% en mars 2018 par rapport à mars 2017. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 80,7%.

En social, la banque a dégagé un PNB de 670 MDH (+0,67%) et un résultat net de 109 MDH contre 117 MDH en mars 2017.

Les crédits par caisse à la clientèle consolidés ont atteint 49,1 milliards de DH en mars 2018, en hausse de 0,6% par rapport au 1^{er} janvier 2018. Les dépôts de la clientèle consolidés ont enregistré une baisse de 1,5% pour atteindre 42,7 milliards de DH à fin mars 2018 contre 43,4 milliards de dirhams au 1^{er} janvier 2018, avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 73%. ■

BCP

Une progression à deux chiffres du PNB

BCP sort du premier trimestre avec un PNB de 4,19 milliards de DH, en progression de 14,32% comparativement à fin mars 2017. Le résultat net consolidé augmente à 754 MDH contre 691 MDH en mars 2017, soit une progression de 9,14%. Quant au RNPG, il s'est situé à 667 MDH, marquant une hausse de 6,56% par rapport à la même période de l'année dernière. En social, le PNB est de 1,25 milliard de DH, en augmentation de 6,4%, alors que le résultat net dégagé est de 533 MDH contre 485 MDH en mars 2017 (+10%). La banque au cheval fait par ailleurs état d'une provision de 3,58 milliards de DH en termes de créances, post-application de la norme IFRS9. ■



CIH Bank double ses bénéfices

Après avoir publié ses comptes sociaux, CIH Bank a rendu publics ses résultats consolidés. Ainsi, elle a dégagé, sur les trois premiers

mois, un PNB de 542 MDH, en progression de près de 12%. Le résultat net a doublé, passant de 60 MDH en mars 2017 à 126 MDH à fin mars 2018 (+109,5%). Idem pour le RNPG

qui s'est situé à 124 MDH contre 59 MDH une année plus tôt (+108,55%). Suite à la première application de la norme bâloise IFRS9, ses fonds propres ont baissé de 229 MDH. Ces derniers étaient de 5,292 milliards de DH au 31 décembre 2017, avant de passer à 5.063 milliards de DH au 1^{er} janvier 2018. Le montant des provisions selon les nouveaux critères



imposés est de 1,82 milliard de DH, au 1^{er} janvier 2018. ■